

excédent—60, 80 ou 200 milliards de dollars. Et cela n'a rien à voir avec le Canada? Aucun pays n'est plus vulnérable que le nôtre. Nous sommes des exportateurs. Nous dépendons de la stabilité des systèmes monétaires et fiscaux de tous, tant sur les plans national qu'international pour assurer le commerce mondial.

● (1450)

Aux Canadiens désireux de se pencher sur une telle situation, je dis que le danger d'une récession au Canada et aux États-Unis n'est pas pour un avenir prochain. La demande de produits est trop grande actuellement. Mais le danger existe au plan international. Il ne serait pas cependant sans comporter quelques aspects agréables. Près d'une centaine de milliards de dollars sont prêts à être investis. Et qu'est-ce qui nous retient au Canada? Où est la difficulté? Ma foi, il ne s'agit que d'une différence dans la façon de voir les choses. Soyons francs et réalistes. Les Japonais craignent une invasion de monnaie à bon marché des pays arabes. Vous imaginez-vous, monsieur l'Orateur, la réaction du gouvernement des États-Unis aujourd'hui si, avec l'appui de fonds arabes, on offrait d'acheter la compagnie Ford—sept milliards de dollars d'un revers de main? Les Américains, les Japonais et nous-mêmes devons adopter une autre attitude. Avec ce surplus d'argent, ces pays ne peuvent obtenir que 3½ p. 100 environ ou peut-être un peu plus dans les banques suisses. Nous nous imaginons que l'argent arabe est dangereux. C'est comme si des fonctionnaires disaient: Grands dieux, si nous obtenons 5 p. 100 au Canada, cela va ruiner notre politique d'intérêt élevé.

Aujourd'hui, des milliers de Canadiens ont absolument besoin d'une maison. Ils sont aux prises avec le taux d'intérêt de 10 p. 100 que nos maîtres sur le plan fiscal leur imposent. Il y a de l'argent à bon marché, mais il comporte des risques. Nous devons le rembourser dans vingt ans, au cours qui sera établi à ce moment-là. Nous devons donc travailler ferme et exporter suffisamment pour garder notre dollar sur le même pied que ces monnaies. Mais la chose n'est pas impossible. Il n'y a rien de mal à emprunter pour acheter des obligations qui permettront de développer l'économie canadienne. L'intérêt du Canada consiste à garder la part du propriétaire; nous tenons à ce que notre pays nous appartienne. Nous pouvons rembourser les obligations en peu de temps.

A ce sujet, j'ajoute que les pays en voie de développement ont immensément besoin de capitaux d'investissement. Mais ils ne peuvent les absorber qu'à un certain rythme—il est difficile d'investir rapidement des montants considérables dans ces pays-là. Le mécanisme nécessaire, au double plan national et international, pour favoriser le mouvement du capital voulu, au Pakistan, par exemple, ou en Indonésie ou en Malaisie, fait défaut. Il est vrai qu'on a établi une banque de développement international, mais selon moi, il s'agit tout bonnement là d'un intermédiaire encombrant. Je ne vois pas pourquoi le Canada et les pays qui ne sont pas suspects aux yeux du monde ne pourraient pas mettre sur pied le mécanisme nécessaire en tirant partie de l'immense savoir-faire des compagnies canadiennes et des énormes fonds d'investissement des Arabes.

Un tel mécanisme devrait pouvoir agir rapidement afin qu'au moins une partie des sommes énormes qui surchargent le système monétaire et menacent toute la stabilité de la structure monétaire mondiale puisse servir à des fins utiles. Je le répète, le Canada devrait adopter des politiques nationales et étrangères capables de maintenir la

*L'Adresse—l'hon. A. Hamilton*

valeur de notre dollar en rapport avec celle des autres monnaies. Mais cela n'est pas impossible. En d'autres termes, nous connaissons surtout dans notre pays des problèmes monétaires et fiscaux. J'avertis les Canadiens que si nous n'agissons pas, il risque d'y avoir une récession à l'échelle mondiale.

J'en viens maintenant à un autre point—le changement total d'attitude dont doivent faire preuve les spécialistes qui conseillent notre gouvernement et l'aide à élaborer ses politiques. Nous n'avons aucun modèle économique nous permettant de résoudre des problèmes posés par une pénurie mondiale de denrées. Toutes les doctrines et théories économiques qui orientent nos politiques partent du principe qu'il y aura toujours une abondance de biens et elles se concentrent sur l'emploi de la main-d'œuvre et des capitaux. Il faut que quelqu'un, ou un groupe de personnes, découvre une théorie permettant de faire face à l'éventualité d'une pénurie mondiale non seulement de pétrole mais également d'acier, de fibres et d'autres produits essentiels. Vers l'an 2000, les Américains en partant des prix de l'année dernière, importeront à eux seuls, pour près de 60 milliards de dollars par an. Nous connaissons une forte pénurie de fibres, c'est-à-dire de bois. Je le sais car voilà des années que nous en avons été avertis. Cela justifie d'autant plus la nécessité de concevoir un nouveau modèle économique qui nous indiquera comment faire face à la situation lorsqu'elle se produira.

J'en reviens à l'argument de Douglas Fisher. Je veux simplement dire que même si je signale ces dangers, je sais très bien que le génie humain, une fois au pied du mur, sait toujours réagir. Nous ne devons pas nécessairement attendre qu'un autre Lord Keynes élabore un modèle pour résoudre nos problèmes comme il l'a fait pour enrayer l'inflation des années 30. Parmi les ministres, parmi les membres de l'opposition, parmi les différents partis de toutes les démocraties occidentales, je suis sûr qu'il y a suffisamment d'hommes sensés et compétents pour réfléchir et élaborer de nouvelles théories en vue de les mettre à l'essai. Lorsque j'entends des partisans du gouvernement crier: «Dites-nous quelle est votre politique», comme ils l'ont fait l'année dernière, je sais qu'ils ne réfléchissent pas. La même chose se produit dans tous les pays. C'est justement dans ces situations que les gouvernements disent: l'inflation est un phénomène mondial, nous n'y pouvons rien. C'est ce que disent les ministres français à Paris, les ministres britanniques à Londres et les ministres japonais à Tokyo. C'est la même attitude qu'avaient prise les ministres en 1929; résultat, nous avons passé dix ans...

**L'Orateur suppléant (M. Laniel):** A l'ordre. La période allouée au député est maintenant écoulée.

**M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Il ne me reste qu'une phrase.

**Des voix:** Allez-y.

**M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** J'ai dit que j'étais optimiste quant à la possibilité d'éviter une régression internationale, à la condition que nous nous servions de nos ménages, que nous mettions à profit les talents de nos fonctionnaires et de nos députés. Je crois que dans le domaine monétaire, on peut arriver à des résultats pour peu que l'on consente à se mettre au travail pour régler la situation.